CGT et FO INSEE LIMOUSIN

CHS-CT du 17 octobre 2017 - INSEE

DÉCLARATION LIMINAIRE

Les représentants CGT et FO Insee Limousin, rappellent leur l'opposition et celle des fédérations des finances aux restructurations induites par la Réforme Territoriale gravement destructrices d'emplois. Ces mesures éloignent les usagers du service public et discriminent les droits des citoyens selon leurs territoires et les conditions d'accès au numérique. Ces restructurations ont un but commun : justifier la poursuite des suppressions d'emplois et des fermetures de services, au détriment de la qualité du service public rendu aux citoyens.
Il y a 2 ans, dans cette même instance, par ces mêmes mots, les représentants syndicaux alertaient, en vain, sur les conséquences de la réforme territoriale à l'Insee et notamment sur la disparition à Limoges de tout un service le SED, le service des études et de la diffusion de l'Insee du Limousin transféré à Bordeaux.

Actuellement, le SED de Limoges est fermé, avec un an d'avance sur le calendrier prévu. Le Service d'Etudes et de Diffusion, n'est plus rendu à proximité des acteurs publics du débat limousin et il n'y a plus d'accueil des publics. L'établissement et les missions de l'Insee de Limoges ne sont donc plus visibles pour la population limousine. Le nouveau SED à Bordeaux, qui n'a pas atteint sa cible d'effectifs, peine à répondre à la demande de tous les acteurs locaux de la Nouvelle-Aquitaine. Il n'en a pas actuellement les moyens : au cours du 1er semestre, le nombre de publications a chuté de moitié !
Si deux missions sont venues en remplacement à Limoges, l'offre de postes s'est appauvrie, restreignant les parcours professionnels.
Avec courage, les agents reconvertis sur d'autres métiers, se reconstruisent un univers professionnel parfois difficilement.

Cependant, les agents de l'Insee de Limoges ont, pour la deuxième fois, été impactés par les restructurations et mutualisations, à travers son SAR, le Service de l'Administration des Ressources Humaines et la division RP, en charge du Recensement de la Population.
Certes, pour les ressources humaines, il y a eu l'affichage d'une volonté de maintenir globalement l'effectif et une relative variété de postes à Limoges, malgré un service SAR localisé à Poitiers pour l'Insee de la Nouvelle-Aquitaine.
Néanmoins, les personnels ne se leurrent pas, l'administration s'est mise en ordre de marche pour pouvoir transférer ces postes mutualisés lorsque les déséquilibres charges/ressources se révéleront trop criants.
Les représentants syndicaux s'inquiètent de la qualité et de la forme que prennent ces futurs services dits de ressources humaines, surtout lorsque qu'ils sont mutualisés et quand la proximité n'est plus assurée.
Ils sont en alerte sur les conditions de travail des agents de la sphère RH, qui pour certains, se retrouvent moins nombreux et dans l'obligation d'effectuer des déplacements pour assurer leurs missions au sein des trois établissements de la Nouvelle-Aquitaine.

Limoges le 17 octobre 2017

La division RP, en charge du recensement du Limousin, qui a atteint la cible préconisée soit 5 agents au lieu des 8 initiaux, se voit fragilisée et peut ainsi, se retrouver en difficulté pour faire face à d'éventuels remplacements afin de mener ses missions. Et que dire de l'appauvrissement de leurs contenus !

De nouveau, en 2018 et pour la troisième fois sur une courte période, le personnel de l'Insee de Limoges va être de nouveau impacté par les réorganisations. Les 13 agents de la BRPP, division en charge de la gestion du Fichier Électoral et de l'État Civil, viennent d'apprendre que les effectifs en charge du Fichier Électoral de l'Insee doivent être divisé par 2 en raison de la mise en place du Répertoire Unique du Fichier Électoral dont la gestion va échapper à l'Insee. Le devenir professionnel de ces agents et de la division est remis en question à Limoges.

Quand les agents de L'Insee de Limoges vont-ils enfin être apaisés et sécurisés sur leur lieu de travail ?

Où sont les limites de l'acceptable pour les personnels ?

Depuis plus de 2 ans, une vingtaine de départs d'agents pour retraite ou par mobilité dont certaines dues à la Réforme Territoriale, se sont succèdés. Sur la même période, l'établissement, qui n'a accueilli aucune arrivée d'agent B et C, ne compte plus que 75 agents dont 60 en bureau et 15 enquêteurs, au lieu des 91 agents en décembre 2015. Les tensions de charge s'aggravent encore, tant dans les nouvelles missions que dans les plus anciennes. Les hypothèses de départ en retraite à 60 ans du dernier Bilan Social, indiquent dans 8 ans, un effectif probable d'une quarantaine d'agents y compris enquêteurs, si aucun remplacement n'est effectué.

Souvent l'administration met en avant des créations de poste dans sa présentation mais au final les comptes doivent être regardés avec sincérité.

A terme, la pérennité de l'établissement de Limoges est menacée !

Les mesures et l'accompagnement se révèlent insuffisantes au regard des enjeux pour les personnels. Un DUERP observe un malaise résiduel chez certains agents qui ont été réorientés !
Ces restructurations ont amené pour les personnels, des dégradations des conditions de travail, une montée du mal être, nourrie par l'angoisse concernant l'avenir de leur établissement.
Les représentants syndicaux condamnent ces restructurations source de souffrance au travail, ils exigent l'arrêt des réorganisations qui détruisent les missions et les postes et qui mettent à mal la santé des personnes.
Les représentants syndicaux demandent l'examen attentif par tous les acteurs du CHS-CT de tous les projets de restructuration pour l'ensemble des services des Finances de la Haute-Vienne.

Pour les syndicats CGT et FO
représentants les personnels de l'Insee Limousin

Catherine Brianchon-Campagne titulaire CHS-CT 87

Limoges le 17 octobre 2017